

Chapitre V : Application de la convention et dispositions générales

Article 23 :

1. Cette convention s'applique aux dommages visés à l'article premier, survenus sur le territoire d'un Etat contractant et provenant d'un aéronef immatriculé dans le territoire d'un autre Etat contractant.
2. Aux fins de la présente convention, un navire ou un aéronef en haute mer est considéré comme partie du territoire de l'Etat dans lequel il est immatriculé.

Article 24 : La présente convention ne s'applique pas aux dommages causés à un aéronef en vol, aux personnes ou aux biens qui se trouvent à bord de cet aéronef.

Article 25 : La présente convention ne s'applique pas aux dommages à la surface si la responsabilité pour ces dommages est réglée soit par un contrat entre la personne qui subit le dommage et l'exploitant ou la personne ayant le droit d'utiliser l'aéronef au moment où s'est produit le dommage, soit par la loi sur la réglementation du travail applicable aux contrats de travail conclus entre des personnes.

Article 26 : La présente convention ne s'applique pas aux dommages causés par des aéronefs militaires, de douane ou de police.

Article 27 : Les Etats contractants faciliteront, autant que possible le paiement des indemnités dues en vertu des dispositions de la présente convention, dans la monnaie de l'Etat où le dommage est survenu.

Article 28 : Si, dans un Etat contractant, des mesures législatives sont nécessaires pour donner effet à la présente convention, le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale devra être informé des mesures prises.

Article 29 : Entre les Etats contractants qui ont aussi ratifié la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux dommages causés par les aéronefs aux tiers à la surface, ouverte à la signature à Rome, le 29 mai 1933, la présente convention, dès son entrée en vigueur, abroge ladite convention de Rome.

Article 30 : Aux fins de la présente convention,

- l'expression personne signifie toute personne physique ou morale, y compris un Etat.
 - l'expression Etat contractant signifie tout Etat qui a ratifié la convention ou y a adhéré et dont la dénonciation n'a pas pris effet :
-
- l'expression territoire d'un Etat signifie non seulement le territoire métropolitain d'un Etat, mais aussi tous les territoires qu'il représente dans les relations extérieures, sous réserve des dispositions de l'article 36.